

Que savons-nous des militants altermondialistes ? Réflexion sur les conditions d'internationalisation d'un mouvement social

Eric Agrikoliansky, Boris Gobille and Ilhame Hajji

Volume 28, Number 1, 2009

Les frontières des mouvements sociaux / Les mouvements sociaux
aux frontières

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/001728ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/001728ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

1203-9438 (print)

1703-8480 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Agrikoliansky, E., Gobille, B. & Hajji, I. (2009). Que savons-nous des militants altermondialistes ? Réflexion sur les conditions d'internationalisation d'un mouvement social. *Politique et Sociétés*, 28(1), 135–166.
<https://doi.org/10.7202/001728ar>

Article abstract

This paper aims to analyze the social and political conditions of the alterglobalist movement development in Europe. Based on two surveys conducted in 2003 during the anti-G8 demonstration in France and Switzerland and during the European Social Forum in Paris, this article maps the resources necessary to lead the activists to international protests. The analyzed database especially emphasizes the importance of social, cultural, and political capitals. The more highly educated the activists are, the more they take part in the organization of these events. The greater their political experiences—in classical political organizations, such as parties or trades unions—the more they are likely to travel abroad in order to express their opposition to globalization. In short, these activists can be described as cosmopolites, but « rooted cosmopolites » deeply embedded in the logic of national state institutions.

QUE SAVONS-NOUS DES MILITANTS ALTERMONDIALISTES ?

RÉFLEXION SUR LES CONDITIONS D'INTERNATIONALISATION D'UN MOUVEMENT SOCIAL

Eric Agrikoliansky
Université Paris Dauphine, IRISSO
eric.agrikoliansky@dauphine.fr

Boris Gobille
Université de Lyon, ENS-LSH, CNRS-UMR Triangle
boris.gobille@free.fr

avec la participation de Ilhame Hajji
Université Paris 1, CRPS
hajji@univ-paris1.fr

Depuis Seattle en 1999, nombreux sont ceux, journalistes, essayistes, politologues, sociologues, militants engagés dans la cause ou, au contraire, adversaires de celle-ci, qui ont tenté avec plus ou moins de succès de broser le portrait des militants altermondialistes et de comprendre les raisons de leur engagement pour « une autre mondialisation ». L'importante et croissante littérature consacrée à ce mouvement social est saturée d'images et de projections relatives à ce qu'il représente et à ceux qui y participent. Cet enthousiasme reflète tant la fascination pour la nouveauté, puissant ressort de l'intéressement aux phénomènes protestataires, qu'une forme d'incompréhension pour le développement si rapide d'une protestation transnationale. Le mouvement de protestation contre la mondialisation néolibérale s'est en effet développé non seulement en plaçant au centre de ses revendications des enjeux internationaux (la régulation du commerce mondial, les rapports Nord-Sud, l'environnement et la préservation de la planète, etc.), mais aussi en faisant de l'action et de la coordination internationale de son action sa spécificité. Les premiers forums sociaux mondiaux, mobilisant des centaines d'associations et des dizaines de milliers de militants venus du monde entier, se sont tenus à Porto Alegre, en janvier 2001, avant de se délocaliser, à partir de 2004, sur les continents asiatique et africain ; les forums sociaux européens (FSE), déclinaisons régionales des premiers, se déroulent dans différentes villes européennes depuis

2002. Les altermondialistes tentent surtout de construire des coalitions internationales durables qui adressent des revendications aux organisations internationales (notamment intergouvernementales comme le Fonds monétaire international [FMI], l'Organisation mondiale du commerce [OMC], ou le G8 [regroupant l'Allemagne, le Canada, les États-Unis, la France, l'Italie, le Japon, le Royaume-Uni et la Russie]). La question qui se pose dès lors est de comprendre dans quelle mesure une cause lointaine et abstraite comme la « mondialisation économique » peut mobiliser des protestataires prêts à payer les coûts élevés d'un engagement lointain. Une telle internationalisation de la protestation implique en effet, tant pour les militants que les organisateurs, de dépasser les frontières habituelles des espaces politiques nationaux pour s'adresser à des institutions internationales ou à des autorités étrangères dont les militants ne maîtrisent pas les logiques et les codes (notamment linguistiques). Non seulement les griefs que suscite la « mondialisation » renvoient à des questions internationales souvent abstraites et très lointaines, mais les formes d'action employées requièrent de s'affranchir de traditions et de répertoires d'action séculièrement ancrés dans les frontières de l'État-nation. À quelles conditions une cause et un mouvement protestataires peuvent-ils se détacher ainsi de l'attraction des logiques nationales et comment les activistes peuvent-ils surmonter les différences culturelles, économiques, sociales qui les clivent pour agir ensemble au-delà des frontières des espaces politiques nationaux ?

CONDITIONS DE LA TRANSNATIONALISATION

Le développement de l'altermondialisme constitue en ce sens une énigme sociologique qui alimente aujourd'hui la réflexion des spécialistes des mouvements sociaux en Europe et aux États-Unis. Ayant précocement abordé le problème de l'effet de la mondialisation sur l'action collective¹, les sociologues anglo-saxons ont rapidement

-
1. L'internationalisation des réseaux de chercheurs et la multiplication des rencontres et des publications collectives entre universitaires américains et européens au cours des années 1980 ont en effet favorisé un tel programme de recherche. Pour un bref récit de cette dynamique, voir Donatella della Porta et Sidney Tarrow, 2005, « Preface », dans *Transnational Protest and Global Activism*, sous la dir. de Donatella della Porta et Sidney Tarrow, Lanham, Rowman & Littlefield, p. XIII-XV. Parmi les publications qui marquent les jalons de cette coopération internationale et de l'intérêt pour les questions internationales, voir : Bert Klendermans, Hanspeter Kriesi et Sidney Tarrow (dir.), 1988, *From Structure to Action: Comparing Social Movement Research Across Cultures. International Social Movement Research, vol. 1*, Greenwich, JAI Press ; Doug McAdam, John D. McCarthy et Mayer N. Zald (dir.), 1996, *Comparative Perspectives on Social Movements*, Cambridge, Cambridge University Press ; et Donatella della Porta, Hanspeter Kriesi et Dieter Rucht (dir.), 1999, *Social Movements in a Globalizing World*, New York, Macmillan.

Résumé. L'identification des caractéristiques sociales des militants altermondialistes constitue une question à laquelle plusieurs grandes enquêtes sociographiques ont tenté de répondre depuis le début de la décennie 1980. Les résultats de deux enquêtes collectives réalisées au cours de l'année 2003 sont présentés et discutés ici. L'analyse de ces données constitue un précieux éclairage permettant de saisir les conditions d'une telle mobilisation internationale, à condition cependant de rester attentif aux biais méthodologiques qui limitent la signification de ces matériaux ; à condition aussi de chercher moins à saisir « pourquoi » les militants se mobilisent contre la mondialisation qu'à comprendre « comment » ils le font. C'est dès lors la question des ressources leur permettant de se projeter au-delà des frontières nationales dans un espace international qui est au cœur de l'investigation.

Abstract. This paper aims to analyze the social and political conditions of the alterglobalist movement development in Europe. Based on two surveys conducted in 2003 during the anti-G8 demonstration in France and Switzerland and during the European Social Forum in Paris, this article maps the resources necessary to lead the activists to international protests. The analyzed database especially emphasizes the importance of social, cultural, and political capitals. The more highly educated the activists are, the more they take part in the organization of these events. The greater their political experiences—in classical political organizations, such as parties or trades unions—the more they are likely to travel abroad in order to express their opposition to globalization. In short, these activists can be described as cosmopolites, but « rooted cosmopolites » deeply embedded in the logic of national state institutions.

constitué la transnationalisation des mouvements sociaux comme objet à part entière². Dans ce contexte, les protestations visant la mondialisation « néolibérale » ont focalisé les recherches et conduit à une série de publications, souvent collectives, au milieu des années 2000³, qui proposent un cadre d'analyse aujourd'hui bien documenté du

2. Cet intérêt a été renforcé par le développement des études de relations internationales consacrées à l'émergence des ONG internationales comme acteurs de la politique internationale. (Voir : Thomas Risse-Kapen (dir.), 1995, *Bringing Transnational Relation Back In: Non-State Actors Structures and International Institutions*, Cambridge, Cambridge University Press ; Margaret Keck et Kathryn Sikkink, 1998, *Activist Beyond Borders: Advocacy Networks in International Politics*, Ithaca, Cornell University Press ; Charles Chatfield, Ron Pagnucco et Jackie Smith (dir.), 1997, *Transnational Social Movements and Global Politics: Solidarity beyond the State*, Syracuse (NY), Syracuse University Press.)

3. Voir : Jackie Smith et Hank Johnson (dir.), 2002, *Globalization and Resistance. Transnational Dimensions of Social Movements*, Lanham, Rowman & Littlefield ; Joe Bandy et Jackie Smith (dir.), 2005, *Coalitions Across Borders: Transnational Protest and the Neoliberal Order*, Boulder, Rowman & Littlefield ; della Porta et Tarrow, *Transnational Protest and Global Activism*, op. cit. ; Sidney Tarrow, 2005, *The New Transnational Activism*, Cambridge, Cambridge University Press.

phénomène. Sydney Tarrow⁴ a en particulier proposé une stimulante synthèse de ces réflexions dans laquelle il aborde justement de front la question des conditions dans lesquelles des activistes peuvent se projeter au-delà des frontières nationales et s'affranchir des structures domestiques. Tout en nuancant fortement les travaux qui annoncent l'irréversible émergence d'une « société civile mondiale⁵ » brisant les frontières culturelles et politiques nationales⁶, S. Tarrow propose un modèle d'analyse qui repose sur une hypothèse forte. Le développement d'actions protestataires transnationales serait le reflet d'un vaste processus structurel d'*internationalisation* qui affecterait pour lui le monde moderne. Un peu à la manière dont au XIX^e siècle, sous l'influence de transformations économiques et sociales de grande ampleur, le niveau national est devenu l'échelle pertinente d'action collective, tant pour contester le capitalisme que pour s'adresser à l'État en construction, l'international serait au début du XXI^e siècle en passe de se substituer au niveau national⁷. Cette internationalisation correspond à deux processus distincts. Elle renvoie, d'abord, à une évolution des structures d'opportunités d'actions offertes aux activistes qui procède « de l'expansion des institutions internationales, des régimes internationaux et du transfert de ressources d'acteurs locaux ou nationaux au niveau international⁸ ». On assisterait donc à l'émergence d'une « structure triangulaire de relations entre États, acteurs non étatiques et institutions internationales et aux opportunités que cela produit pour les acteurs de s'engager dans des actions collectives à différents niveaux

4. Tarrow, *The New Transnational Activism*, *op. cit.*

5. Ann M. Florini (dir.), 2001, *The Third Force: The Rise of Transnational Civil Society*, Washington, Carnegie Endowment; et Robert O'Brien, Anne Marie Goetz, Jan Aart Scholte et Marc Williams, 2000, *Contesting Global Governance*, Cambridge, Cambridge University Press.

6. Ce faisant, il souligne la diversité des processus que désigne trop sommairement le terme de transnationalisation et qui ne correspondent que rarement à un processus de *dénationalisation* et d'effacement des frontières, mais le plus souvent à un simple processus d'*internalisation* qui procède du recadrage d'enjeux internationaux en revendications adressées aux autorités nationales par les activistes de leur propre pays. Certes, l'externalisation – qui correspond à l'émergence de revendications concernant des enjeux nationaux auprès d'institutions internationales ou d'États étrangers – ou même la constitution de coalitions internationales sont des phénomènes qui existent et se développent, mais qui restent encore fragiles et peu fréquents.

7. L'hypothèse proposée par Sidney Tarrow correspond donc au modèle que propose Charles Tilly (1986, *La France conteste de 1600 à nos jours*, Paris, Fayard) pour comprendre la nationalisation des mouvements sociaux dans la France du XIX^e siècle.

8. della Porta et Tarrow, *Transnational Protest and Global Activism*, p. 234 et s. Cette citation et toutes celles dont la source originale est anglaise sont des traductions libres.

de ce système⁹». Le développement des organisations interétatiques (de l'Union européenne à l'Organisation des Nations Unies [ONU] en passant par le FMI ou l'OMC) est en particulier un processus central. Ces organisations favorisent le multilatéralisme, servent de cible à la protestation¹⁰ et sont surtout susceptibles de jouer le rôle de « récifs de corail » pour des organisations non gouvernementales (ONG) ou des mouvements sociaux auprès desquels certaines de leurs agences effectuent un profond travail de reformulation des revendications et d'apprentissage de nouvelles formes d'action. Explorant les possibilités offertes par l'émergence de ces niveaux multiples, S. Tarrow souligne enfin l'importance d'un mécanisme mis en évidence par Margaret Keck et Kathryn Sikkink¹¹ : l'effet boomerang. Dans ce cadre, le recours à des actions internationales constitue une stratégie de contournement pour des groupes ancrés nationalement dont les possibilités d'action sont faibles à l'échelle nationale et qui cherchent auprès d'interlocuteurs internationaux des voies pour peser en retour sur leur propre champ politique.

Une seconde dimension de l'internationalisation, qui concerne plus directement les conditions sociales du militantisme international, renvoie à une perte, relative, d'emprise des États sur les relations sociales et culturelles et à un mouvement croissant de socialisation des individus à l'international. Elle correspond, d'abord, aux transformations des infrastructures qui permettent l'accélération des échanges économiques et des moyens de communication et de transport, accélération qui facilite la construction de réseaux et de coalitions internationales¹². Elle renvoie ensuite, et surtout, à une évolution des cadres de socialisation des individus qui ne se trouvent plus exclusivement au sein des frontières nationales. S'appuyant sur les hypothèses déjà formulées par James Rosenau¹³ ou par les anthropologues des sociétés postcoloniales¹⁴ d'une crise des allégeances étatiques, S. Tarrow insiste sur le rôle moteur joué par ceux qu'il nomme les « cosmopolites enracinés »

9. Tarrow, *The New Transnational Activism*, p. 25.

10. Cette hypothèse est en particulier soulignée par Smith et Johnston, *Globalization and Resistance...*, *op. cit.* ; et Robert O'Brien *et al.*, *Contesting Global Governance*, *op. cit.*

11. Keck et Sikkink, *Activist Beyond Borders...*, *op. cit.* ; Kathryn Sikkink, « Patterns of Dynamic Multilevel Governance and the Insider-Outsider Coalition », dans della Porta et Tarrow, *Transnational Protest and Global Activism*, *op. cit.*, p. 151-173.

12. Marco G. Giugni, « Explaining Cross-national Similarities among Social Movements », dans Smith et Johnston, *Globalization and Resistance...*, *op. cit.* ; et della Porta et Tarrow, *Transnational Protest and Global Activism*, p. 8.

13. James N. Rosenau, 1990, *Turbulence in World Politics: A Theory of Change and Continuity*, Princeton, Princeton University Press.

14. Voir, par exemple, Arjun Appadurai, 1996, *Modernity at Large. Cultural Dimensions of Globalization*, Minneapolis, University of Minnesota Press.

(*rooted cosmopolitans*). Ces derniers se définissent par un double ancrage dans le national et l'international. Socialisés dans le cadre des États-nations et appartenant aux réseaux sociaux qui structurent leur société, ils se distinguent par leur capacité à se sentir concernés par des enjeux globaux et à recadrer des revendications nationales en termes exprimables auprès d'acteurs internationaux (États étrangers, organisations internationales, entreprises multinationales). Ils disposent en outre, notamment par leur trajectoire biographique (immigration, études ou déplacements professionnels à l'étranger), des ressources matérielles et cognitives pour penser ou agir au loin. Ce sont eux qui, par leur double insertion et leurs ressources, sont les acteurs concrets de ces mobilisations transnationales.

Ce modèle d'analyse offre donc de stimulantes perspectives de recherche. Pour autant il mérite discussion et nuances. Le tropisme structuraliste du modèle des opportunités politiques¹⁵, qui inspire en grande partie ces analyses, a fait l'objet de nombreuses critiques¹⁶. En l'occurrence, l'analyse proposée par S. Tarrow de l'émergence des mouvements altermondialistes s'attache sans doute trop à décrire les transformations structurelles qui rendent possible l'action (le processus d'internationalisation et d'ouverture des opportunités d'action multi-niveaux) et trop peu à expliciter comment ces possibilités sont en pratique saisies par les acteurs. Si des formes d'*internationalisation* sont bien repérables, elles n'ont pas d'effets mécaniques sur les sociétés et sur leurs différents segments. Pour le cas européen, qui nous préoccupe ici, le modèle des opportunités internationales suggère ainsi l'importance du processus d'intégration communautaire qui est censé favoriser l'euro-péanisation des mouvements sociaux. Effectivement, en Europe, la contestation altermondialiste s'est rapidement développée¹⁷. Pourtant le lien causal se complique si l'on observe que, dans les décennies qui ont

15. Hypothèse phare du courant anglo-saxon d'analyse des mouvements sociaux, dont on trouve une présentation, nuancée et (auto)critique, dans Doug McAdam, Sidney Tarrow et Charles Tilly, 2001, *Dynamics of Contention*, Cambridge, Cambridge University Press.

16. Jeff Goodwin et James M. Jasper, 2004, «Caught in a Winding, Snarling Wine», dans *Rethinking Social Movements*, sous la dir. de Jeff Goodwin et James M. Jasper, Lanham, Rowman and Littlefield, p. 3-30.

17. Le début de la décennie 2000 est marqué en Europe par le développement d'un fort mouvement altermondialiste, structuré et actif. C'est, par exemple, la création de l'Association pour la taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens (ATTAC) en France à la fin des années 1990, puis le développement d'une nébuleuse altermondialiste relativement organisée associant, notamment, des activistes italiens, français, allemands, espagnols et anglais et prenant en charge l'organisation des premiers forums sociaux européens (en 2002 à Florence, en 2003 à Paris), et des «contre-sommets» (à Gênes en 2001 – qui se solde par la mort d'un manifestant –, à Évian en 2003), qui rassemblent plusieurs dizaines de milliers de manifestants contre les réunions du G8 (le sommet des «pays les plus

précédé le développement du mouvement altermondialiste en Europe, les mobilisations prenant pour cible l'Union européenne sont restées relativement rares, alors qu'existaient pourtant les mêmes institutions politiques communautaires¹⁸. Comment en l'espace de quelques années les frontières ont-elles pu devenir poreuses, laissant circuler en Europe dans la première moitié des années 2000 des dizaines de milliers de manifestants ? Et par quels mécanismes les altermondialistes européens ont-ils pu accumuler assez de ressources et de savoir-faire pour coordonner ces luttes, ce que les syndicats de salariés pourtant bien plus puissants (en nombre d'adhérents, en financement) ne parvenaient pas à faire quelques années auparavant ? Si l'ouverture d'opportunités d'action internationale constitue sans doute une condition minimale de possibilité des mouvements internationaux, encore faut-il expliquer pourquoi et comment ces processus macro-structurels sont devenus concrètement des opportunités d'action.

L'hypothèse du rôle central joué par les cosmopolites enracinés est certes particulièrement stimulante. Elle offre de déplacer le regard des structures à leurs effets concrets sur les acteurs. Mais elle recèle encore trop d'incertitudes dans la formulation qui est proposée. L'internationalisation ne produit pas les mêmes effets sur tous les groupes sociaux, et ces effets sont parfois contre-intuitifs¹⁹. Si l'idée d'un double ancrage dans le national et l'international est particulièrement féconde, elle demande également à être précisée. Quels rapports ces cosmopolites entretiennent-ils exactement à leur État et à l'international ? Quels groupes sociaux fournissent les bataillons de ces activistes transnationaux ? S'agit-il de militants aguerris dont l'intérêt pour le global reflète les évolutions de leur trajectoire militante dans des mouvements sociaux classiques (syndicalistes, militants politiques) ou de « nouveaux militants » dont les pratiques et les choix reflèteraient un nouveau rapport à l'international et au politique ? La réponse apportée à cette question par S. Tarrow n'est pas tranchée. Celui-ci insiste sur la permanence dans l'histoire contemporaine de ces formes de cosmopolitisme, tout en suggérant qu'elles prennent aujourd'hui une ampleur sans précédent.

riches»). (Sur ce point, voir Isabelle Sommier, Olivier Fillieule et Eric Agrikoliansky (dir.), 2008, *Généalogie des mouvements altermondialistes en Europe*, Paris, Karthala.)

18. Comme S. Tarrow l'a lui-même souligné. (Doug Imig et Sidney Tarrow (dir.), 2001, *Contentious Europeans: Protest and Politics in an Integrating Europe*, Boulder, Rowman and Littlefield Press.) Pour un constat similaire, voir aussi Richard Balme, Didier Chabanet et Vincent Wright, 2002, *L'action collective en Europe*, Paris, Presses de Sciences Po.

19. Comme en témoigne le fait que, en Europe, les agriculteurs, fortement ancrés dans le local et disposant *a priori* du moins de prédisposition au cosmopolitisme, furent pourtant durant les années 1980 et 1990 le groupe social le plus actif à l'échelon européen.

D'autres, comme Donatella della Porta, soulignent également le renouvellement générationnel qui accompagne ce militantisme international. Cette dernière indique ainsi, par le biais d'une enquête menée sur des militants altermondialistes italiens, que ceux-ci se distinguent des autres militants par des rapports spécifiques à la politique traditionnelle et à l'engagement. Moins dépendants des organisations, plus tournés vers de nouvelles formes de débat et de participation, plus attachés au consensus et à l'échange, les militants des groupes altermondialistes se caractériseraient par des « identités tolérantes » qui valorisent la diversité politique et idéologique, plutôt que l'unité de l'organisation ; le débat et l'ouverture plutôt que l'efficacité du pouvoir pyramidal ; la participation démocratique plutôt que la délégation représentative²⁰. Là encore l'hypothèse est féconde, mais demande à être testée empiriquement pour pouvoir être généralisée.

L'objectif de la présente contribution est d'explorer ces points encore aveugles de l'analyse des phénomènes de transnationalisation à partir de l'exploitation de deux enquêtes quantitatives (dont l'une encore inédite) menées auprès des participants à deux manifestations altermondialistes européennes qui se sont déroulées au cours de l'année 2003 : le deuxième forum social européen qui s'est tenu à Paris, à Saint-Denis et dans trois autres villes de la banlieue parisienne à la fin de l'année 2003²¹ ; le contre-sommet organisé à Genève, à Lausanne et à Annemasse (notamment sous l'impulsion d'organisations suisses et françaises) pour protester contre la tenue d'une réunion du G8 à Évian en juin 2003²².

20. Donatella della Porta, 2003, « Democracy in Movement : Organizational Dilemma and Globalization from Below », communication présentée au colloque du Groupe de recherche sur les mutations du militantisme (GERMM), Paris, Association française de science politique, décembre 2003 ; et Donatella della Porta, 2005, « Multiple Belongings, Flexible Identities and the Construction of Another Politics : Between the European Social Forum and the Local Social Fora », dans della Porta et Tarrow, *Transnational Movements and Global Activism*, *op. cit.*, p. 175-202.

21. Au cours de cette enquête, réalisée dans le cadre du Groupe de recherche et d'analyse de l'altermondialisme (GRAAL), groupe animé par Isabelle Sommier à l'Université Paris I, 2139 questionnaires ont été collectés selon une méthode permettant d'embrasser la diversité des participants à cet événement.

22. Cette seconde enquête a été réalisée en collaboration par des chercheurs français et suisses de l'Université Paris I, de l'Université de Lausanne et de l'Université de Genève (notamment : Eric Agrikoliansky, Marko Bandler, Olivier Fillieule, Boris Gobille, F. Passy et Isabelle Sommier). Elle n'a pas encore fait l'objet d'une publication, mais notons que 2282 questionnaires ont été collectés des côtés français et suisse, selon un protocole privilégiant là encore la diversité des participants à l'événement.

Ces enquêtes constituent l'une des principales bases de données relatives aux caractéristiques sociales et politiques de ceux qui ont participé en Europe aux mobilisations du début des années 2000 contre la mondialisation néolibérale²³.

Elles permettent d'abord, en analysant les traits communs entre les activistes présents à ces manifestations, de tester et de préciser les hypothèses formulées par S. Tarrow pour expliquer cette propension à l'internationalisme et en particulier mieux cerner le rôle tenu par les « cosmopolites enracinés » dans ce mouvement. Certes, il faut souligner que les événements étudiés sont plus faiblement internationalisés que ne le laissent croire les odes enchantées à la « société civile mondiale ». La participation aux FSE et au contre-sommet G8 reste encore pour l'essentiel le fait de « nationaux » : 86 % des répondants de l'enquête FSE (qui se déroulait dans la banlieue parisienne) sont de nationalité française ; 77 % des répondants au questionnaire administré durant le contre-sommet G8 sont soit Français, soit Suisse (l'événement s'étant déroulé des deux côtés de la frontière, à Annemasse et à Genève). Ce constat interdit-il d'utiliser ces données, en particulier dans le cas du FSE, pour réfléchir aux conditions d'internationalisation d'un mouvement social ? Non, car nous faisons l'hypothèse que l'international ne renvoie pas seulement à une distance géographique mais aussi symbolique. L'internationalisation ne correspond ainsi pas seulement au nombre de kilomètres que les activistes doivent parcourir pour protester, mais reflète aussi et surtout le degré d'abstraction des enjeux de la mobilisation et en particulier la propension à s'intéresser à des causes qui « désingularisent » les enjeux nationaux et tentent de recadrer les problèmes locaux en termes de « justice globale » à l'échelle planétaire. De la même manière, l'internationalisation reflète les prérequis linguistiques exigés pour participer, même à côté de chez soi, à un mouvement au sein duquel les échanges sont souvent polyglottes (la plupart des débats et des rencontres du FSE et du G8 se tenant en plusieurs langues, etc.) et valorisent très fortement un internationalisme culturel et festif. Or, ces deux enquêtes montrent que les militants qui y ont répondu présentent bien des profils marqués par une capacité hors norme de circulation entre le national et l'international. Elles révèlent cependant aussi qu'ils ne sont majoritairement pas de « nouveaux militants ». Possédant pour le plus grand nombre une forte expérience de l'engagement antérieure au développement de l'altermondialisme,

23. Une seconde base est constituée par les enquêtes menées sous la direction de D. della Porta sur les activistes italiens de l'altermondialisme, notamment, les participants du contre-sommet G8 de Gênes en 2001 et du FSE de Florence en 2002. Les résultats ont été publiés, partiellement, dans Massimiliano Andretta, Donatella della Porta, Lorenzo Mosca et Herbert Reiter, 2002, *Global, Noglobol, New Global. La protesta contro il G8 a Genova*, Rome, Laterza ; et della Porta, 2005, « Multiple Belongings, Flexible Identities... », *op. cit.*

leur investissement dans ce nouveau mouvement fait alors plutôt figure de reconversion que de découverte, reconversion dans l'international surtout autorisée par l'accumulation spécifique d'un capital militant national leur permettant paradoxalement de jouer sur des échelles d'action multiniveaux.

L'intérêt de ces enquêtes est en second lieu de fournir une photographie dynamique et diachronique des activistes altermondialistes. Elles permettent en particulier de comparer les participants à deux événements (le FSE et le G8) qui se distinguent par leurs objectifs, leur forme et la nature de la confrontation aux autorités publiques qu'ils impliquent. Le premier, le Forum social européen, constituait une tentative pour structurer sur le long terme une coalition d'altermondialistes européens autour de la formulation de propositions alternatives à la mondialisation néolibérale. Empruntant la forme savante du colloque et un rapport intellectuel à l'engagement, le FSE qui s'est déroulé sur trois jours où alternaient débats en petits groupes et séances plénières a rassemblé environ 50 000 participants. Le contre-sommet G8 fait lui figure d'événement plus « confrontatif » : réunissant également plusieurs dizaines de milliers de manifestants, ses organisateurs (une coalition d'associations françaises et suisses) ambitionnaient de perturber la réunion des huit grandes puissances qui se déroulait dans la ville française d'Évian. L'occupation de la rue, la confrontation, voulue pacifique, avec les forces de l'ordre (en Suisse et en France), avaient pour objectif de perturber le sommet et de populariser, y compris auprès des médias internationaux présents massivement, la cause altermondialiste. À l'inverse du FSE qui reçut un soutien bienveillant des autorités publiques françaises, le G8 fit l'objet d'un vaste déploiement policier (notamment du côté Suisse) et se déroula dans un climat d'hostilité et de crainte. On peut donc s'interroger sur les effets de ces différences significatives affectant la nature des contextes politiques qui servent de cadre aux événements. Ces contextes ne relèvent en effet pas que du temps long des structures, et de leur internationalisation supposée déterminante, mais renvoient aussi et surtout à des systèmes d'interactions fluides entre protestataires et autorités publiques qui varient d'un événement à l'autre, d'un contexte national à l'autre. Or, une dimension essentielle d'un mouvement social réside dans la dynamique de mobilisation que génèrent les événements protestataires eux-mêmes. C'est parfois moins les militants qui font le mouvement social que l'événement protestataire qui fait son public, en attirant sélectivement des soutiens plus ou moins disposés à y participer. Nous montrerons en ce sens quels effets sur le recrutement du public de ces manifestations produisent les différences contextuelles évoquées et comment, en rapportant ce mécanisme à l'histoire récente des évolutions de l'altermondialisme, on peut mieux en comprendre les ressorts.

LES RESSOURCES DE L'ENGAGEMENT ALTERMONDIALISTE

L'analyse d'enquêtes quantitatives sur les participants et les activistes d'un mouvement social se fonde le plus souvent sur une hypothèse sociologique fondamentale : celle d'un lien causal explicatif entre les caractéristiques sociales des militants qui participent au mouvement et leur propension à contester. Cette hypothèse recouvre en réalité deux propositions distinctes : la première cherche dans les caractéristiques des activistes l'origine de la protestation elle-même. La seconde analyse ces caractéristiques comme des ressources utiles à la construction du mouvement protestataire.

LES ALTERMONDIALISTES : VICTIMES OU ACTEURS DE LA MONDIALISATION ?

D'abord, l'enquête peut éclairer les situations sociales qui suscitent les griefs et les revendications. En l'occurrence, on peut se demander si les altermondialistes sont des « perdants de la modernisation », retranchés dans la défense désespérée de leurs anciennes positions, ce qui permettrait de comprendre facilement leurs griefs contre la globalisation, ou s'ils forment au contraire des élites cosmopolites, participant avec les cadres de la mondialisation néolibérale qu'ils combattent, d'un même mouvement d'internationalisation de l'économie et de la protestation, mais cherchant à imposer une autre vision de cette mondialisation.

L'hypothèse émise par S. Tarrow du rôle des « cosmopolites enracinés » dans ce mouvement va clairement dans cette seconde direction. Les données dont nous disposons confirment largement celle-ci : les militants altermondialistes se recrutent dans les élites des sociétés nationales. Les deux populations enquêtées présentent en effet des traits communs particulièrement saillants du point de vue des caractéristiques socioprofessionnelles des participants. Ceux-ci se distinguent par l'appartenance aux catégories supérieures de la population et, parmi elles, aux fractions qui sont les plus dotées en capital culturel.

On doit d'abord souligner le niveau d'instruction remarquablement haut de ces militants : parmi ceux que nous avons interrogés lors du FSE, 70 % ont suivi, au moins, deux ans d'études universitaires (et 50 % possèdent une licence ou plus) ; parmi les participants au contre-sommet G8, 53 % ont suivi plus de deux ans d'université, proportion tout à fait remarquable compte tenu de la structure par âge de cette population (dont, nous y reviendrons, près de 45 % ont moins de 25 ans). Si les étudiants représentent assez logiquement une partie importante de ces deux populations (plus de 40 % des anti-G8, près de 25 % des FSE), les indicateurs relatifs au statut socioprofessionnel des actifs sont ensuite

particulièrement instructifs. On constate en effet une forte surreprésentation des catégories salariées à fort capital culturel appartenant aux catégories moyenne et supérieure. Parmi les actifs, les cadres et professions intellectuelles supérieures (CPIS) représentent ainsi 41,1 % des anti-G8 et 41,8 % des répondants du FSE ; les professions intermédiaires (PI) 34,6 % des répondants G8 et 44,1 % des répondants FSE. Ces deux catégories, dont le poids au sein de la population active en général ne dépasse pas 36 % en 2003 en France, représentent donc de 75 % à 85 % des militants interrogés en activité. De plus, les militants *alters* ne semblent pas particulièrement touchés par le chômage ou la précarité : les chômeurs représentent 7,3 % des répondants du G8 (différent du taux de chômage, qui, lui, est calculé sur les actifs seulement), contre 10 % au FSE. L'emploi précaire concerne 3,7 % des anti-G8, contre 1,8 % des FSE. L'origine sociale des répondants, qui permet de caractériser aussi les étudiants, complète le tableau. Les anti-G8 et les participants du FSE viennent globalement de milieux sociaux favorisés, en particulier des catégories salariées à fort capital culturel. La moitié (49,6 %) des répondants G8 est issue de parents (un ou les deux) cadres ou exerçant une profession intellectuelle supérieure. C'est le cas de 37,1 % des participants au FSE. Au G8 comme au FSE un cinquième des participants (21,7 % et 19 % respectivement) sont issus des professions intermédiaires ; un dixième a un parent artisan, commerçant ou chef d'entreprise (8,2 % au G8, 12,4 % au FSE) ; dans le même temps les enfants d'ouvriers ne représentent que 5,8 % (G8) et 8,1 % (FSE) des militants interrogés, les enfants d'employés 12 % (G8) contre 14,7 % (FSE). Il faut en outre noter, trait distinctif supplémentaire, la forte surreprésentation des salariés du secteur public (39 % des actifs du G8 et 46 % de ceux du FSE), sachant que l'emploi public ne concerne pas plus de 10 % des actifs en France à cette période.

Les militants *alters* appartiennent aux fractions supérieures des sociétés dans lesquelles ils se mobilisent, ils constituent une sorte d'élite sociale qu'il est difficile de décrire en victimes de la mondialisation dont l'activisme reflèterait une révolte contre une globalisation économique menaçant directement leur statut et leur position. On peut en revanche faire l'hypothèse, plus intéressante, que la situation socioprofessionnelle de ces militants, fondée sur l'accumulation d'un capital culturel et une forte distance au monde de l'entreprise privée (en moyenne moins de 10 % des personnes interrogées sont indépendantes : exerçant une profession libérale ou commerçants), favorise des dispositions critiques à l'égard du « capitalisme mondialisé » et, ce faisant, facilite la proximité à la nébuleuse altermondialiste. Si c'est à d'autres types de matériaux – entretiens, récits de vie notamment – qu'il faudrait recourir pour comprendre en quoi les positions dans l'espace social, les perceptions du « monde » et les actions protestataires sont liées, cette observation n'est pas inintéressante pour notre propos. Il est en effet instructif de constater qu'une forte proportion, bien supé-

rieure à la moyenne, de ces militants intéressés par les enjeux globaux et transnationaux est directement employée par des États-nations (en majorité par l'État français). Une telle observation suggère qu'il faut employer avec précaution le vocable de « société civile » pour désigner les mouvements altermondialistes et les ONG qui y participent. Sans doute faut-il abandonner ce concept incertain tant la situation observée en contredit la force descriptive... S'agissant de l'analyse des « opportunités politiques », un tel constat invite également à fortement nuancer l'image que ce modèle induit : celle d'un affrontement, d'un face à face, entre des militants et des autorités (locales, nationales, ou internationales). En l'occurrence la principale opportunité structurelle que fournit l'État français est la disponibilité militante de fonctionnaires fortement politisés et, au tournant du siècle, bien plus engagés (syndicalement notamment) dans des activités protestataires²⁴.

LES RESSOURCES NATIONALES DE L'ACTIVISME TRANSNATIONAL

Si les participants aux manifestations altermondialistes se recrutent tendanciellement dans les fractions supérieures des salariés du public, se pose alors la question de leur intérêt à agir pour contester les effets de la mondialisation néolibérale. On pourrait certes supposer que les menaces que font peser certains processus internationaux (la construction européenne notamment) sur les services publics en Europe et surtout en France constituent un puissant moteur d'intéressement à cette cause. La mobilisation des syndicats français qui ont participé activement à l'organisation du FSE en témoigne : c'est ce thème de la défense du service public qui était au centre de leurs préoccupations²⁵. Nous manquons cependant d'éléments pour éprouver empiriquement cette hypothèse : l'enquête par questionnaire a ses limites et ce n'est que par des entretiens plus approfondis qu'il est possible de mesurer si les revendications des organisations jouent réellement un rôle moteur dans l'engagement individuel.

24. Depuis la fin des années 1970, la fonction publique est devenue un des bastions du syndicalisme français dont la « crise » procède pour l'essentiel du déclin des adhésions parmi les salariés du privé. Sur ce point et sur les évolutions récentes du phénomène qui renforcent cette tendance, voir Isabelle Sommier, 2003, *Le renouveau des mouvements contestataires*, Paris, Flammarion.

25. Sur ce point, voir Baptiste Giraud, Guillaume Garcia, Daniel Mouchard et Karel Yon, 2005, « La question sociale au forum social », dans *Radiographie du mouvement altermondialiste. Le deuxième Forum social européen*, sous la dir. d'Eric Agrikoliansky et Isabelle Sommier, Paris, La Dispute, p. 187-212.

La question de l'intérêt à agir n'est cependant pas la seule qui doit être formulée. Une autre hypothèse, la plus intéressante à nos yeux, peut être émise à propos des liens existants entre positions sociales et action protestataire. Elle concerne non les causes de la mobilisation, mais ses conditions. Le degré d'engagement dans un mouvement a en effet parfois peu de choses à voir avec les conditions réelles d'existence des militants et leur degré d'exposition au préjudice ou à l'injustice qu'ils combattent. Il ne suffit pas d'être une « victime » de la mondialisation pour se révolter contre ce processus ; encore faut-il construire sa propre situation comme injuste, ou se sentir solidaire d'injustices qui touchent des victimes pour qui l'on plaide ; encore faut-il ensuite attribuer à la mondialisation les causes d'une telle injustice, construire donc dans le fouillis des discours sur la mondialisation une interprétation liant causalement processus structurels et malheurs individuels ; encore faut-il, enfin, posséder les ressources nécessaires pour mener concrètement une telle action collective à distance.

En ce sens, la principale information, la plus précieuse, que nous livrent les études sur les publics des événements altermondialistes, concerne les conditions sociales et politiques qui permettent de se représenter la « mondialisation » comme un préjudice et de protester publiquement contre ses effets. C'est dans ce cadre que l'hypothèse du rôle joué par les cosmopolites enracinés est d'ailleurs la plus heuristique : ceux-ci ne sont pas des « victimes de la mondialisation », bien au contraire, mais ils sont dotés des ressources, matérielles et cognitives, nécessaires pour recadrer un ensemble de revendications nationales en termes globaux, pour les porter sur des scènes politiques lointaines et pour en payer les coûts (financer le déplacement, maîtriser des langues étrangères, être susceptible d'intégrer de nouveaux réseaux sociaux et militants). Ces cosmopolites enracinés sont en quelque sorte eux aussi des acteurs de la mondialisation qui, en contestant les modalités néolibérales, ne produisent pas moins, à leur manière, de la mondialisation.

Pour comprendre cette propension à l'action internationale, on peut se pencher sur les ressources qui leur permettent de s'y investir. Force est d'abord de constater la forte « socialisation à l'international » qui les caractérise : lorsqu'on demande aux participants s'ils ont déjà vécu plusieurs mois à l'étranger, les deux cinquièmes des anti-G8 et les trois cinquièmes des FSE répondent par l'affirmative ; une part importante d'entre eux (autour de 45 %) s'est déjà déplacée à l'étranger pour des raisons militantes ; surtout, ils sont rares à n'avoir aucun lien de type amical ou familial avec l'étranger : seuls 10 % des anti-G8 et 15 % des participants au FSE déclarent par exemple ne pas avoir d'amis à l'étranger. Concernant la connaissance des langues étrangères, seulement 15 % des anti-G8 interrogés avouent n'en parler aucune, contre 20,5 % au FSE.

Cet investissement fort dans l'international ne correspond cependant pas à des positions marginales ou périphériques dans les espaces nationaux, à des exils contraints ou à des stratégies de compensation des handicaps par l'international : ce sont, au contraire, les enfants de la bourgeoisie intellectuelle d'État qui investissent l'international par le biais de stratégies scolaires réussies et qui, ce faisant, accumulent ce que nous pourrions nommer un fort « capital international ». Dans l'enquête sur le FSE²⁶, il était par exemple possible de différencier deux groupes : les « voyageurs » qui se distinguent par l'accumulation d'un tel capital international et les autres, ceux que nous avons appelés les « non-voyageurs ». Or, il apparaît que les premiers sont systématiquement mieux dotés que les derniers en capital culturel et qu'ils sont plus nombreux à exercer une profession supérieure ou à avoir des parents qui exercent (ou exerçaient) une profession supérieure.

Cette forte socialisation à l'international, intimement liée à l'appartenance aux couches supérieures des sociétés européennes, constitue donc un terrain éminemment favorable à un intérêt pour les questions relatives à la mondialisation ; elle en constitue sans doute même une condition nécessaire.

LE POIDS CONSTANT DES RESSOURCES MILITANTES

L'inventaire des ressources que requiert cette forme d'action serait incomplet si l'on omettait de se pencher sur la nature de leurs pratiques politiques et de leurs engagements collectifs. On sait en effet que le « capital militant²⁷ » constitue l'une des conditions essentielles pour compenser les coûts engagés par un tel activisme. De plus, on ne peut ignorer que l'une des originalités communément associées aux militants altermondialistes réside précisément dans la capacité qui leur est prêtée à renouveler la politique, en inventant de nouvelles formes d'action ou d'association et en rompant avec le modèle classique, jugé obsolète, du parti ou du syndicat. La rupture avec les formes d'organisation et d'action du mouvement ouvrier est au demeurant souvent décrite comme le principal bouleversement apporté par cette « internationale sans nom des résistances²⁸ ». Les enquêtes, déjà évoquées, menées par

26. Gobille Boris et Uysal Aysen, 2005, « Cosmopolites et enracinés », dans Agrikoliansky et Sommier, *Radiographie du mouvement altermondialiste*, op. cit., p. 105-126.

27. Frédérique Matonti et Franck Poupeau, 2004, « Le capital militant. Essai de définition », *Actes de la recherche en sciences sociale*, n° 155, p. 4-11 ; et Anne-Catherine Wagner, 2005, *Vers une Europe syndicale : une enquête sur la Confédération européenne des syndicats*, Paris, Éditions du Croquant, coll. « Savoir Agir ».

28. Christophe Aguiton, 2001, *Le monde nous appartient*, Paris, Plon ; et *Contretemps*, 2001, « Seattle, Porto Alegre. Mondialisation capitaliste et dominations impérialistes », n° 2.

D. della Porta en Italie ont développé cette hypothèse²⁹. L'analyse des données recueillies lors des deux manifestations étudiées ici suggère pourtant des conclusions plus nuancées.

Certes, on trouve chez les militants interrogés une nette propension à mettre en cause les formes politiques de la démocratie représentative et à marquer leur défiance à l'égard des autorités politiques et des partis. Ainsi 82,9 % des anti-G8 et 82 % des participants au FSE déclarent « se méfier » des autorités nationales. Les partis politiques, associés aux mécanismes de la compétition électorale, ne recueillent guère plus de soutien : 71,1 % de méfiance au G8, 72 % au FSE. En revanche, lorsqu'on glisse vers les organisations de mouvement social ou les ONG, c'est la confiance qui prédomine : les syndicats récoltent 57,1 % de confiance parmi les anti-G8 et 57,5 % au FSE ; les associations ou groupes de citoyens sont plébiscités (80,8 % de confiance contre 90 %). Il reste à interpréter ces déclarations recueillies sur le terrain au moment même où se déroulent les événements protestataires. Dans un contexte où la « société civile » se trouve exaltée, contre l'État, le pouvoir, les professionnels de la politique, il n'est guère étonnant que les répondants s'associent à ce qui semble être l'un des mots d'ordre du mouvement, à ce qu'ils entendent répéter sous forme de slogan ou afficher tout autour d'eux. La réponse à une enquête par questionnaire n'est pas l'enregistrement pur et objectif de données parfaites, mais c'est un moyen pour les militants de se mettre en scène et d'adhérer ce faisant à ce qu'ils pensent être le profil et les opinions légitimes dans la situation. L'analyse de ces stratégies identitaires est évidemment essentielle et manifeste combien le thème de l'antipolitique institutionnelle et de la société civile est un facteur puissant d'identification et de fabrication du consensus dans un contexte de forte mobilisation.

Cependant, tout montre qu'il existe un écart entre les mots et les pratiques. Cette distance à la politique est, paradoxalement, le fait d'agents fortement impliqués dans des pratiques politiques ordinaires. D'abord, les militants *alters* témoignent d'une grande assiduité aux modes de participation classiques tels que le vote. Entre les trois quarts (G8) et les neuf dixièmes (FSE) votent systématiquement ou presque. Le positionnement sur l'axe gauche-droite est également sans ambiguïté : plus de 80 % acceptent de se situer sur cet axe qui reprend pourtant les principes les plus élémentaires structurant la compétition partisane et la lutte électorale (en France en tout cas). Sans surprise, les militants se situent majoritairement à l'extrême gauche (positions 1 et 2 de l'axe : autour de 60 % dans les deux enquêtes). L'intérêt pour la politique est confirmé par la proportion très importante de militants qui déclarent parler « très souvent » ou « souvent » de politique avec

29. della Porta, « Democracy in Movement... », *op. cit.* ; et della Porta, « Multiple Belongings, Flexible Identities... », *op. cit.*

leurs amis (autour de 80 %), avec leur famille (autour des deux tiers) ou avec leurs collègues (plus de la moitié). Tout se passe donc comme si la critique de la politique institutionnelle, du vote, des partis, des autorités, ne pouvait paradoxalement être le fait que des plus politisés, des plus investis justement dans la politique institutionnelle.

Un tel mécanisme n'est en réalité pas si paradoxal : la participation aux événements altermondialistes, comme tout engagement collectif coûteux en temps, en déplacement, en investissement idéologique, voire affectif, implique non seulement des ressources sociales importantes, mais aussi une forte politisation préalable, la maîtrise de savoir-faire militants et de ressources organisationnelles spécifiques qui constituent autant de conditions de possibilité de l'événement³⁰.

Qui plus est, les participants aux événements étudiés, malgré leur jeune âge, sont loin d'être des novices de l'action collective. Si on se limite à l'exemple des participants au G8, les plus jeunes, ils sont 96 % à avoir déjà manifesté, 65 % à avoir déjà distribué des tracts, 56 % à avoir déjà fait grève et même 36 % à avoir déjà occupé des bâtiments au cours d'une action protestataire. La participation au contre-sommet est donc loin d'être leur première expérience de l'action collective. De la même manière, il faut souligner l'importance des appartenances organisationnelles. Ainsi, seuls 23 % des anti-G8 et 16 % des FSE déclarent n'appartenir à aucune organisation quelle qu'elle soit (plus d'une dizaine de secteurs étaient proposés). Les données relatives à la diversité des engagements antérieurs ou parallèles des participants aux deux événements ont été analysées ailleurs³¹. Les résultats montrent que ceux-ci s'investissent massivement dans des mouvements écologistes, humanitaires, de défense des droits de l'homme, féministes, de chômeurs, caritatifs, de défense des consommateurs, gays, pacifistes, antiracistes, etc. Contrairement à ce que suggèrent les déclarations de défiance, la syndicalisation (15 % de syndiqués au G8 et 32,8 % au FSE) et surtout l'adhésion à un parti politique (25 % des participants anti-G8 et 35 % des FSE déclarent être ou avoir été membres d'un parti) ne sont pas des références marginales.

Le rôle joué par les organisations et leurs adhérents reste donc central. L'encadrement organisationnel constitue d'ailleurs l'un des vecteurs pratiques essentiels de la mobilisation. À la question « Qu'est

30. Isabelle Bedoyan et Peter Van Aelst, 2003, « Limitations and Possibilities of Transnational Mobilization. The Case of the EU Summit Protesters in Brussels, 2001 », communication présentée au colloque « Les mobilisations altermondialistes », Paris, Groupe d'études sur les mutations du militantisme ; Dana R. Fisher, Kevin Stanley, David Berman et Gina Neff, 2005, « How Do Organizations Matter? Mobilization and Support for Participants at Five Globalization Protests », *Social Problems*, vol. 52, n° 1, p. 102-121.

31. Olivier Fillieule et Philippe Blanchard, 2005, « Carrières militantes et engagement contre la globalisation », dans Agrikoliansky et Sommier, *Radiographie du mouvement altermondialiste*, op. cit., p. 157-186.

ce qui vous a incité(e) à participer à cet événement» : 63 % des participants au FSE citent une organisation (contre par exemple 25 % qui évoquent leurs amis...), tout comme 37 % des anti-G8 (même si, dans ce cas, l'influence des proches semble prépondérante, puisque 38 % déclarent qu'ils ont été incités à la participation par leurs proches amis et 8 % par leur famille). Même si cet encadrement organisationnel n'est pas exclusif – surtout dans le cas du G8, nous y reviendrons –, il demeure un vecteur important, voire déterminant, d'intéressement à l'événement. Ce constat confirme aussi que loin d'être des mouvements radicalement neufs, nés du miracle d'une immaculée conception, les protestations *alters* sont directement issues des transformations et des reconversions de mobilisations antérieures et d'organisations préexistantes³².

Ressources politiques et capital social restent donc des variables essentielles dans le processus de mobilisation autour de cette nouvelle cause. Et ce d'autant plus que l'engagement est coûteux. Si l'on distingue l'importance de l'investissement international que devaient fournir les militants pour participer au contre-sommet G8, on constate que c'est le capital militant qui constitue la principale caractéristique de ceux qui ont dû se déplacer pour y participer. En l'absence d'indicateurs fiables du déplacement qu'auraient dû effectuer les participants pour se rendre au contre-sommet, la nationalité (suisse, française, autres nationalités) constitue une approximation acceptable de la distance ou du coût de la participation : les Suisses ont pour l'essentiel manifesté sur leur lieu de résidence (à Genève où fut mené l'essentiel de l'enquête). Les Français, Parisiens pour la plupart, se sont déplacés vers Annemasse notamment, payant le coût d'un voyage en car ou en train, mais sans réellement franchir les frontières. Quant aux autres militants européens, ils ont véritablement expérimenté une manifestation transnationale, se déplaçant hors des frontières de leur État pour protester contre le déroulement d'une réunion internationale (le G8). Or, en l'espèce, la comparaison systématique de ces trois populations confirme nos hypothèses.

Les militants étrangers, donc les plus éloignés et pour lesquels le déplacement est le plus coûteux, se distinguent d'abord par l'importance de leur engagement organisationnel : 49 % déclarent ainsi appartenir à une organisation ayant participé à l'organisation du contre-sommet, contre 39 % des Suisses et des Français. De la même manière, 59 % des étrangers affirment que c'est une organisation qui est à l'origine de leur décision de participer, contre seulement 39 % pour les militants suisses et français ; 42 % sont d'ailleurs venus directement avec leur organisation, contre 24 % des Français et des Suisses. La très nette surreprésentation parmi eux des adhérents de partis politiques (60 % des « étrangers »

32. Eric Agrikoliansky, Olivier Fillieule et Nonna Mayer (dir.), 2005, *L'altermondialisme en France. La Longue histoire d'une nouvelle cause*, Paris, Flammarion ; Sommier et al., *Généalogie des mouvements altermondialistes en Europe*, op. cit. ; et Sommier, *Le renouveau des mouvements contestataires...*, op. cit.

disent être ou avoir été membres d'un parti politique, contre 36,5 % des Français et 33 % des Suisses) indique que les organisations partisanes sont encore d'importants vecteurs de ressources pour aider à la mobilité internationale des militants, tout comme les savoir-faire et les dispositions qui résultent d'un militantisme partisan passé.

Tableau 1. Les conditions sociales et politiques de l'engagement international

	Suisses (872)	Français (841)	Autres nationalités (514)
Appartenance à une organisation « altermondialiste »	23,5%	31,0%	34,0%
Appartenance à un syndicat de salarié	14,0%	14,0%	17,0%
Appartenance actuelle ou passée à un parti politique	33,0%	36,5%	60,0%
Parler politique avec ses amis	79,0%	80,0%	86,0%
Homme	56,5%	60,0%	60,0%
Âge			
Moins de 25 ans	49,0%	44,5%	39,0%
De 25 à 40 ans	29,5%	36,0%	43,0%
Plus de 40 ans	21,5%	20,0%	18,0%
Études			
BAC +4 et plus	25,0%	41,5%	38,0%
Bac +2/+3 et formation professionnelle longue	27,5%	33,0%	27,0%
Bac et équivalent	21,5%	16,0%	21,0%
Pas de diplôme de fin d'études secondaires	26,0%	10,0%	14,0%
Étudiant	44,0%	39,0%	39,0%
Profession (calculée sur les actifs)			
Cadre et profession intellectuelle supérieure (CPIS)	33,5%	45,4%	47,5%
Profession intermédiaire	37,0%	33,5%	31,0%
Employé	3,5%	11,0%	10,0%
Ouvrier	12,5%	6,5%	8,0%
Profession des parents			
Artisan, commerçant, chef d'entreprise	6,0%	10,0%	5,0%
Cadre et profession intellectuelle supérieure	44,0%	51,0%	52,0%
Profession intermédiaire	29,5%	18,5%	22,0%
Employé/ouvrier	17,5%	17,5%	19,5%
Liens amicaux avec résidents d'un autre pays	75,0%	70,0%	80,0%
Liens familiaux avec résidents d'un autre pays	52,0%	41,0%	61,0%
Déclare avoir vécu plusieurs mois dans un autre pays	34,0%	34,0%	56,0%

On observe, de surcroît, que ces populations nationalement définies se distinguent par leurs caractéristiques sociales et professionnelles : pour le dire rapidement, plus le coût de l'engagement s'élève, plus les répondants sont des hommes, âgés de plus de 25 ans, exerçant une profession supérieure et/ou issus des catégories supérieures et, enfin, possédant un fort volume de « capital international ». Si les militants français présentent des caractéristiques sans doute spécifiques, reflétant l'offre d'engagement qui est dans l'hexagone marquée par un tropisme intellectuel (à l'image de l'Association pour la taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens – ATTAC qui recrute en particulier dans les rangs des enseignants), la comparaison entre Suisses (dont la grande majorité n'ont pas eu à effectuer un déplacement pour manifester à Genève) et « étrangers » (qui par définition ont dû voyager pour se rendre sur le lieu de la protestation) est particulièrement significative. Tout se passe comme si l'accroissement de l'investissement nécessaire à l'engagement international, notamment l'accroissement du déplacement géographique, impliquait également un accroissement des ressources fournies par les organisations, notamment les partis, mais aussi une élévation du *cens*³³ invisible qui limite l'engagement actif dans le mouvement et favorise les plus dotés en capitaux culturel et économique.

UNE MOSAÏQUE MILITANTE

Si l'analyse de ces enquêtes permet de brosser un portrait idéal typique des participants aux événements altermondialistes, il faut cependant prendre garde à ne pas surestimer l'homogénéité de ce qui reste une nébuleuse. L'un des effets pervers de la multiplication récente de travaux savants sur l'altermondialisme a été de donner une image sans doute excessivement homogène de cette mouvance, notamment en passant, par commodité de langage, du pluriel (les militants, les événements altermondialistes) au singulier (l'altermondialisme). Il faut donc, pour conclure sur ce point, souligner l'hétérogénéité des militants altermondialistes qui apparaît clairement si l'on décompose chacune de ces populations (celles des anti-G8 et du FSE) en sous-groupes spécifiques du point de vue des caractéristiques sociopolitiques, des formes de participation à l'événement altermondialiste et des engagements militants.

À propos du FSE, nous avons déjà montré qu'il était impossible de parler de militants altermondialistes au singulier pour désigner les répondants³⁴. L'événement protestataire agrège des groupes hété-

33. Daniel Gaxie, 1978, *Le cens caché*, Paris, Seuil.

34. Eric Agrikoliansky et Isabelle Sommier, 2005, « Faire mouvement : formes et publics de l'altermondialisme », dans Agrikoliansky et Sommier, *Radiographie du mouvement altermondialiste*, op. cit., p. 287-303.

rogènes : organisateurs fortement impliqués dans la préparation de l'événement et dotés en ressources militantes (notamment partisans ou syndicales), jeunes très investis, mais n'ayant que peu d'expérience de l'engagement organisationnel, militants associatifs « donnant un coup de main », ou encore curieux venant assister à quelques conférences sans adhérer aux organisations, ni même forcément épouser les causes défendues.

L'analyse typologique de la structure du G8 révèle une même mosaïque de participants, d'affiliations militantes et de manières de vivre l'événement³⁵. Les militants actifs, plutôt des hommes âgés de plus de 35 ans, participant concrètement à l'organisation du contre-sommet et ayant un passé politique important (notamment dans les partis et les syndicats), côtoient des petits groupes de militants engagés dans des luttes très spécifiques (féminisme, précarité, mouvements religieux) et venus défendre leur cause, et surtout un large public de jeunes, faiblement politisés, avec peu d'expérience antérieure du militantisme, peu investis dans la préparation de l'événement et pour lesquels on peut faire l'hypothèse que le caractère festif de l'événement protestataire, alliant démonstrations politiques, concerts et occupations de l'espace public, a été un puissant moteur de la participation.

Les événements altermondialistes constituent donc plus des espaces où convergent temporairement militants et organisations que les linéaments d'un véritablement mouvement homogène et structuré. Plusieurs cercles militants se côtoient ainsi au sein du même événement protestataire. Les plus engagés, les entrepreneurs qui concourent concrètement à l'organisation de l'événement, correspondent le mieux à l'idéal type que nous avons dégagé de militants expérimentés cumulant des ressources sociales et militantes fortes. Il faut cependant aussi tenir compte d'un second cercle de participants moins expérimentés, plus jeunes, dont on peut penser qu'il constitue le groupe dans lequel ce mouvement social peut trouver de futurs soutiens actifs.

COMMENT L'ÉVÉNEMENT FAIT LES PROTESTATAIRES : RECRUTEMENT DIFFÉRENTIEL ET DYNAMIQUES DU MOUVEMENT ALTERMONDIALISTE

L'observation de l'hétérogénéité, relative, des participants aux événements altermondialistes invite ensuite à comparer les deux populations que nous avons étudiées, celle du FSE et celle du contre-sommet G8.

35. Une analyse typologique par ACM (analyse de correspondances multiples), réalisée par Ilhame Hajji, distingue ainsi trois ensembles principaux : un groupe « d'organisateur » (26 %), un deuxième groupe représentant 19 % de l'ensemble qui recouvre trois (sous-)populations de militants caractérisés par un engagement spécifique : féministes, religieux et chômeurs/précaires ; enfin un troisième et dernier groupe (55 % de l'ensemble) de jeunes français et suisses, militants de fraîche date.

Elles présentent en effet d'intéressantes dissemblances qui invitent à interroger nos schémas implicites d'interprétation des raisons et des causes de l'engagement. On considère, en effet, souvent implicitement, que le recours différentiel aux éléments du répertoire d'action est le reflet des capacités inégales des protestataires. Les ressources, les croyances et les savoir-faire des protestataires feraient l'événement, façonneraient sa forme et détermineraient sa course³⁶. C'est sur une telle hypothèse que se fondent les travaux anglo-saxons évoqués pour décrire les acteurs de cette transnationalisation de la protestation. Les cosmopolites enracinés fabriquent de l'action transnationale, car ils possèdent compétences et appétence pour cela. Nous voudrions suggérer ici que l'inverse est aussi vrai et peut constituer une piste fructueuse pour penser les relations dynamiques entre formes d'actions et de mobilisations. Si les organisateurs les plus investis font l'événement à la mesure de leurs croyances et de leurs compétences, la grande majorité des participants qui s'y rendent ne font que répondre à une « offre » d'engagement à l'élaboration de laquelle ils sont étrangers. D'une certaine manière, l'événement fait donc aussi son public : par le biais des opportunités d'engagement qu'il offre, les répertoires protestataires qu'il propose, en raison aussi des coûts qu'il implique, à travers enfin les ressources et les qualités sociales et politiques qu'il nécessite, l'événement protestataire est un espace dans lequel se façonne et se cristallise la « base » d'un mouvement social³⁷.

LES SOUTIENS MULTIPLES DE L'ALTERMONDIALISME : DÉBATTRE OU COMBATTRE ?

Cette hypothèse est particulièrement fructueuse si l'on compare non plus les groupes composant les publics de chaque événement, mais les événements l'un à l'autre (le FSE et le G8). Le Forum social européen diffère en effet profondément du contre-sommet, en particulier en ce qui concerne la nature de la confrontation aux autorités politiques locales, nationales et internationales. L'un (le Forum social) privilégie des formes d'action associées à des savoir-faire intellectuels : débattre, organiser des conférences, des ateliers, etc. Il favorise surtout des dispositions à la concertation et au dialogue avec les pouvoirs publics, notamment avec les municipalités accueillant l'événement. Il n'y a pas vraiment de cible publique visée par l'action collective. Par son caractère d'événement

36. C'est au moins l'apport des analyses en termes de « répertoires d'action » proposées par Charles Tilly dans *La France contestée de 1600 à nos jours*, op. cit.

37. L'importance de la dynamique des événements protestataires sur le soutien public à un mouvement a été largement explorée dans la littérature, notamment consacrée au mouvement des droits civiques aux États-Unis. Voir sur ce point l'article séminal de Doug McAdam, 1983, « Tactical Innovation and the Pace of Insurgency », *American Sociological Review*, vol. 48, n° 6, p. 735-754.

plus centralisé et plus organisé, nécessitant une infrastructure lourde, il implique l'investissement de grandes organisations, tels les syndicats et les partis (certes pas présents officiellement, mais très actifs, notamment par l'intermédiaire de leurs organisations de jeunesse), qui fournissent des militants rompus au contact et à la négociation avec les autorités publiques, dont ils sont parfois des membres élus.

Les contre-sommets se donnent à l'inverse à voir comme des événements plus confrontatifs, impliquant une logique d'opposition, même pacifique, contre le déroulement d'un événement officiel dénoncé comme illégitime (le G8). Les violences effectives qui ont émaillé les contre-sommets altermondialistes de 1999 à 2003, les impressionnants déploiements de forces de l'ordre mobilisées à ces occasions, le fait que chacun ait eu en tête, en juin 2003, le souvenir d'un manifestant tué par balle par la police lors d'une manifestation similaire à Gênes deux ans plus tôt : voilà autant d'éléments qui indiquent que cette dimension conflictuelle n'est pas de l'ordre du symbolique, mais que le risque de violences et d'affrontements est bien présent. De la même manière, le contre-sommet favorise moins des dispositions au militantisme intellectuel que des savoir-faire militants de terrain et une propension à la radicalité et à l'auto-organisation dont témoignent les projets de villages autogérés (comme le village intergalactique – VIG, ou le village alternatif, anticapitaliste et antiguerres – VAAAG) installés du côté français durant une petite semaine³⁸. On peut donc penser que les savoir-faire, les ressources et les dispositions impliqués par la participation à ces deux événements diffèrent significativement. Cette hypothèse est largement confirmée par la comparaison des deux enquêtes (voir tableau 2).

La première différence concerne les variables dites « biologiques ». Les participants au contre-sommet G8 sont en effet sensiblement plus jeunes que ceux du FSE. Les hommes sont également plus nombreux au contre-sommet qu'au FSE et ce, quelle que soit la tranche d'âge. On observe donc un effet spécifiquement lié à la structure de l'événement : la participation au contre-sommet semble correspondre à un modèle de militantisme jeune et « viriliste » favorisant des dispositions, socialement construites, à la confrontation et à l'usage de la violence physique.

38. Pour accueillir les manifestants français qui ne savaient pas où se loger, deux « villages alternatifs » avaient été installés dans un aéroport proche d'Annemasse. L'un des villages (le VAAAG) était l'œuvre des organisations de la mouvance libertaire, l'autre (le VIG) des jeunes proches d'ATTAC et des réseaux étudiants mobilisés dans la nébuleuse *alter*. Un troisième espace (le « Point G ») avait vocation à réunir les militantes femmes autour d'une réflexion sur le genre.

**Tableau 2. Caractéristiques comparées
des participants au FSE et au G8**

	FSE	G8
Hommes	49,0 %	58,0 %
Âgés de moins de 25 ans	25,0 %	50,0 %
Étudiants	24,0 %	41,0 %
Diplôme: Bac +3 et plus	50,0 %	30,0 %
Cadres et professions intellectuelles supérieures parmi les actifs	41,8 %	41,1 %
Professions intermédiaires parmi les actifs	44,1 %	34,6 %
Employés parmi les actifs	8,0 %	12,0 %
Ouvriers parmi les actifs	2,0 %	9,0 %
Déclarent ne pas avoir d'amis à l'étranger	15,0 %	10,0 %
Ne parlent aucune langue étrangère	20,0 %	15,0 %
Sont, ou ont été, membres d'un parti politique	34,0 %	25,0 %
Ont été « incités à participer » à l'événement par une organisation	63,0 %	37,0 %
Ont été « incités à participer » à l'événement par des proches ou des amis	25,0 %	46,0 %
Participant à l'événement <i>alter</i> pour défendre les services publics	37,8 %	21,5 %
Participant à l'événement <i>alter</i> pour lutter contre le chômage et la précarité	18,1 %	5,4 %
Participant à l'événement <i>alter</i> pour lutter contre les discriminations ethniques, raciales, sexuelles	14,2 %	8,5 %
Participant à l'événement <i>alter</i> pour lutter contre les inégalités hommes/femmes	12,4 %	6,1 %
Participant à l'événement <i>alter</i> pour défendre la cause environnementale	35,2 %	32,8 %
Participant à l'événement <i>alter</i> pour lutter contre les inégalités Nord-Sud	44,5 %	56,8 %
Participant à l'événement <i>alter</i> pour dénoncer la toute-puissance des multinationales	26,9 %	42,5 %
Participant à l'événement <i>alter</i> pour lutter contre le capitalisme	28,2 %	38,2 %
Participant à l'événement <i>alter</i> pour dénoncer l'illégitimité des organisations financières internationales	19,2 %	21,6 %

S'agissant de la situation professionnelle, là encore les deux populations sont dissemblables. Conformément à ce qu'on pouvait prévoir du fait que l'âge moyen des anti-G8 soit inférieur, la proportion des étudiants parmi eux est supérieure à celle constatée chez les FSE. Les participants au G8 sont aussi « moins diplômés », ce qui paraît là aussi lié, en première analyse, à leur plus grande jeunesse : ils sont tout simplement plus nombreux à ne pas avoir encore terminé leurs études. Pourtant, l'effet est surtout propre au type d'événement, puisque, à âge égal, les anti-G8 sont moins diplômés que leurs homologues du FSE : il semble bien que ce soit ici la « forme colloque » du FSE et la forte valorisation en son sein des savoir-faire intellectuels qui influent, en attirant davantage les détenteurs de capitaux culturel et scolaire élevés. S'agissant de la profession exercée par les actifs dans les deux populations, les participants du G8 occupent des positions professionnelles moins élevées et ce, quel que soit l'âge. Il faut en particulier y noter la surreprésentation des employés et surtout des ouvriers.

Tendanciellement et quel que soit l'âge, les participants au FSE sont plus diplômés et professionnellement plus privilégiés encore que les anti-G8. D'une certaine manière, non seulement le FSE attire une population moins jeune, mais sur-sélectionne parmi les plus âgés ceux qui disposent d'un capital culturel supérieur et qui jouissent d'une situation professionnelle parmi les plus élevées.

Quant à la socialisation à l'international, facteur essentiel de sensibilisation aux causes cristallisées autour de l'altermondialisme, celle-ci paraît un peu plus importante chez les anti-G8, surtout s'agissant des liens amicaux et familiaux. La plus forte propension à parler plusieurs langues étrangères au G8 est sans doute le reflet du rapport spécifique aux langues des manifestants suisses. Il y a donc là encore un effet événement, qui favorise une plus grande socialisation à l'international des participants au contre-sommet.

Si l'on explore maintenant les caractéristiques politiques et militantes, on observe que, du fait de leur plus jeune âge, les participants au contre-sommet présentent un profil militant moins marqué. À l'exception de l'appartenance à des syndicats étudiants, à des mouvements écologistes ou antinucléaires et surtout à des mouvements autonomes ou à des squats, pour toutes les autres appartenances organisationnelles, les anti-G8 sont systématiquement moins nombreux à s'engager, en particulier dans les partis politiques. Ces différences se prolongent sur le terrain, décisif, des réseaux de mobilisation qui structurent et rendent possible la participation. Dans le cas du contre-sommet, ceux-ci sont plus souvent interpersonnels, amicaux notamment, et moins souvent organisationnels. Les manifestants du G8 sont davantage venus avec et grâce à leurs amis, ceux du FSE avec leurs organisations et d'autres militants.

En matière d'enjeux politiques ayant motivé la participation aux mobilisations contre le G8 ou au FSE, les militants anti-G8 se reconnaissent plus dans les enjeux globaux, transnationaux, propres à l'agenda des causes altermondialistes (lutte contre les inégalités Nord-Sud, contre les multinationales, contre le capitalisme) que dans les enjeux socioéconomiques traditionnels du militantisme syndical ou politique (menace sur les services publics, lutte contre le chômage et la précarité), à l'inverse des participants au FSE. Ce résultat est d'autant plus intéressant que l'âge n'est pas véritablement clivant : c'est le type d'événement *alter* qui est ici la variable significative. La lutte contre les inégalités Nord-Sud, enjeu global par excellence, est ainsi moins importante pour les plus jeunes du FSE que pour les plus âgés du G8. Le fait que le contre-sommet ait lieu directement en opposition à la réunion des dirigeants des huit pays les plus riches détermine sans doute, plus que l'âge, que les causes globales y soient plus mobilisatrices qu'au FSE, y compris pour les plus âgés des anti-G8.

En ce sens, il faut prendre garde à ne pas analyser ce type de réponses comme la preuve, directe ou indirecte, de convictions ou de représentations profondément ancrées chez les militants. Le questionnaire qui propose des réponses fermées constitue sans doute le plus mauvais moyen pour saisir les croyances et les « opinions » des militants. En revanche, ce qu'indiquent ces réponses c'est la propension, ici différentielle, à endosser, en fonction de l'événement, le discours du global. En déclarant se reconnaître dans tel ou tel enjeu ou cause « ayant motivé la participation », les répondants dessinent un portrait d'eux-mêmes qui constitue une mise en scène de leur identité dans un moment de forte mobilisation. Ce contexte est évidemment essentiel car il détermine en grande partie les stratégies de mise en scène, de construction de la « façade » de l'individu, pour parler comme Erving Goffman³⁹. On mesure ainsi l'effet différentiel de la situation de mobilisation sur les modalités de construction identitaire des participants. Le contre-sommet, qui se déroule dans un espace frontalier binational, qui vise directement une institution internationale (le G8) et qui implique une confrontation effective aux pouvoirs publics de deux pays (surtout aux forces de l'ordre en fait), favorise la mise en avant des justifications de l'action en termes de mondialisation et d'enjeux globaux. À l'inverse, la situation du FSE, qui mobilise surtout des nationaux (80 %), qui se déroule à l'écart de tout « adversaire » transnational et qui favorise l'entre-soi de la discussion intellectuelle ou militante, incite moins à ce type de présentation de soi.

39. Erving Goffman, 1973, *La mise en scène de la vie quotidienne. La présentation de soi*, Paris, Les éditions de Minuit.

C'est la même analyse qui peut expliquer que lorsqu'on les interroge sur ce qu'il faudrait faire pour changer la société, les anti-G8 marquent un radicalisme plus grand⁴⁰. On le voit par exemple à leur plus grand tropisme à souhaiter le développement de normes démocratiques alternatives à l'État, à leur moins grand enthousiasme à l'égard du développement de la démocratie participative comme du renforcement du droit international, à leur préférence pour la suppression des institutions financières et économiques internationales plutôt que pour leur réforme. Ce plus grand radicalisme des anti-G8 paraît lié à l'âge, puisqu'en leur sein les plus jeunes sont plus radicaux encore que leurs aînés. Mais là encore l'âge n'a pas la même signification selon le type d'événement : au FSE, ce sont les plus âgés qui sont les plus radicaux.

S'agissant enfin des répertoires d'action, on observe également une préférence plus marquée des anti-G8 pour les répertoires moins conventionnels et plus « radicaux ». Pour ne prendre que ces exemples, 15,4 % (G8) contre 10,6 % (FSE) ont déjà exercé des pressions physiques sur une ou des personnes ou seraient prêts à le faire, 89,1 % contre 85,4 % ont déjà participé à une action d'entrave à la circulation (*sit-in*, etc.) ou seraient prêts à le faire. Ce dernier point suggère que ce sont aussi les logiques de situations qui favorisent cette propension à déclarer à l'occasion de l'enquête un radicalisme pour lui-même, plus expressif qu'instrumental. Dans un contexte marqué par une confrontation avec les autorités et les forces de l'ordre et axé sur le projet d'envahir la zone interdite où se déroulait le contre-sommet⁴¹, les participants interrogés ont davantage tendance à se mettre en scène comme des activistes radicaux, alors que, dans le contexte plus paisible d'un forum social, d'autres qualités sont avancées.

En résumé, la comparaison des répondants aux deux enquêtes révèle d'intéressantes différences entre les deux publics militants : les manifestants du contre-sommet G8 se distinguent par leur plus jeune âge et par la surreprésentation des étudiants, par la plus forte présence masculine, par un recrutement social moins élitiste (moins de diplômés, plus d'ouvriers, d'employés et de précaires), par la moins forte prégnance des organisations politiques classiques et par le rôle plus important joué par les réseaux interpersonnels dans le processus de mobilisation. Plus fortement dotés en « capital international », ces répondants sont à

40. Une autre question, plus générale que la précédente, portait sur « ce qu'il faudrait [selon eux] pour changer la société ».

41. Projet qui semblait bien peu plausible compte tenu de la géographie d'Évian, lieu de déroulement du G8 officiel, protégé par un lac et une vaste zone de forêts et de montagnes accessible uniquement par une route, aisée à bloquer par les forces de l'ordre qui parvinrent en effet à empêcher toute tentative de pénétration dans le périmètre du sommet par les manifestants.

la fois objectivement inclinés par leurs caractéristiques et incités par la situation à se décrire comme plus radicaux et plus concernés par les enjeux globaux.

Cette population présente un profil de nouveaux militants, jeunes et très actifs hors des organisations, qui constitua le vivier dans lequel les mouvements altermondialistes ont pu puiser leurs soutiens au début de la décennie 2000. C'est d'ailleurs sur cette jeunesse que se sont focalisés les commentaires journalistiques ou politiques qui tentaient de saisir le mouvement, en célébraient la jeunesse et la nouveauté ou en dénonçaient les travers (violence, radicalisme, etc.) et les dangers.

RECRUTEMENT DIFFÉRENTIEL, CONTEXTES POLITIQUES ET DYNAMIQUE DES MOUVEMENTS SOCIAUX

On comprend du même coup comment les inflexions de la trajectoire des mobilisations altermondialistes, largement contraintes par des facteurs exogènes tenant, notamment, aux contextes politiques nationaux et internationaux, ont pu contribuer à redéfinir les contours des soutiens militants potentiels de la cause.

La nature de la confrontation aux autorités offerte aux militants par le type d'action collective proposé influe sur le recrutement de ceux-ci. C'est dire que la dynamique d'un mouvement social dépend non seulement du noyau central des entrepreneurs de cause et des organisations qui lui fournissent initialement ressources et savoir-faire, mais aussi de l'attractivité des formes d'action qui sont offertes aux sympathisants. Cette offre dépend cependant autant de choix tactiques internes (quelle action privilégier ?) que d'interactions complexes avec des environnements, en particulier institutionnels, changeants. Les opportunités politiques comptent donc ici, non seulement parce qu'elles définissent les différentes échelles et formes d'action pertinentes, mais aussi parce qu'elles influent indirectement sur la dynamique du recrutement des futurs activistes. Cependant, et c'est l'inflexion principale qu'on peut apporter au modèle proposé par S. Tarrow, ces interactions avec les pouvoirs publics ne peuvent être considérées comme des contraintes structurelles stables et ne changeant qu'avec le temps long des processus macro-structurels. Le cas de l'altermondialisme illustre parfaitement cette fluidité des contraintes institutionnelles. D'abord parce que les niveaux institutionnels avec lesquels interagissent les protestataires sont nombreux : municipalités plus (comme pour le FSE) ou moins (comme le G8 à Genève ou Lausanne) favorables au déroulement de l'événement ; États (français et suisse) différenciellement disposés à laisser se dérouler les manifestations ; institutions internationales plus ou moins directement interpellées par les protestataires et plus ou moins susceptibles de réagir à ces interpellations (aucune organisation inter-

nationale n'est visée, ni menacée directement par le FSE ; en revanche, la présence de chefs d'État au sommet du G8 implique un déploiement de forces de sécurité beaucoup plus important). Ensuite parce que les protestataires jouent sur ces interstices. D'une part, car les organisateurs sont divisés sur les tactiques à employer, certains privilégiant la réflexion et le dialogue, d'autres la confrontation, et ce au sein d'un même événement⁴². D'autre part, parce qu'ils jouent de cette palette de contraintes institutionnelles : face à l'opposition des autorités suisses et genevoises à laisser se dérouler une large manifestation internationale sur le territoire de la Confédération, et face au blocage de la zone rouge autour du lieu du G8 (Évian), les militants français ont choisi de manifester à Annemasse, ville française dont les autorités se sont révélées plus tolérantes et coopérantes (prêtant une salle, un terrain pour installer le « camp » des protestataires, etc.).

Cependant, cette fluidité des contraintes institutionnelles n'interdit pas qu'elles acquièrent progressivement une logique, qui va sélectivement favoriser un type d'événement plutôt qu'un autre. En l'occurrence, les contre-sommets vont progressivement focaliser la répression, en particulier parce qu'ils menacent des réunions dont le bon déroulement engage la responsabilité des États invités. Or, cette répression sélective va notablement influencer sur la dynamique de la protestation altermondialiste et sur sa capacité à fidéliser les nouveaux militants, jeunes et encore peu expérimentés, dont nous avons vu qu'ils étaient particulièrement présents durant le contre-sommet.

En effet, depuis 2003, la dynamique du mouvement *alter* a changé. De la manifestation de Seattle en décembre 1999 à la mobilisation anti-G8 en 2003, le contre-sommet s'était en effet initialement imposé comme un facteur central de développement de la cause altermondialiste. Objet d'une intense couverture médiatique, certes centrée sur les violences émaillant ces manifestations, mais montrant aussi et surtout la capacité de blocage dont pouvaient faire preuve quelques dizaines de milliers de manifestants organisés, cette forme d'action a suscité un engouement sans précédent pour de nouveaux idéaux : l'action à distance prenant pour cibles les organisations ou les manifestations censées incarner le « nouvel ordre mondial ». Or, le contre-sommet a justement fait l'objet d'une large contre-mobilisation répressive des pouvoirs publics en Europe pour en interdire le développement⁴³. Non seulement les États européens ont multiplié le déploiement préventif des forces de l'ordre pour interdire toute perturbation comparable à la

42. Lors du G8 coexistent un Sommet pour un autre monde, réunion pacifique organisée par des ONG, et des actions confrontatives visant à tenter de pénétrer dans la zone où se déroule le sommet.

43. Voir, notamment, les analyses d'Olivier Fillieule et Donatella della Porta, 2006, *Polices et manifestants*, Paris, Presses de Sciences Po (en particulier la partie III : « Mondialisation : la fin de la pacification ? »).

manifestation de Seattle, mais ils ont surtout multiplié les barrières à la circulation des militants à l'occasion de ces contre-sommets (contrôles aux frontières, arrestations préventives). La localisation des sommets internationaux ou des réunions des institutions comme l'OMC ou le FMI, dans des lieux de plus en plus isolés, distants et faciles à interdire aux manifestants⁴⁴, a également participé de cette stratégie. Un tel déploiement répressif, redoublé par les dissensions internes au mouvement à propos de la place de la violence notamment, a contribué à l'abandon de cette forme d'action progressivement perçue comme trop coûteuse et risquée, et ce, au profit d'événements plus contrôlés et contrôlables : les « forums sociaux ». Du coup, la comparaison des deux enquêtes révèle les effets de cette transformation du répertoire d'action sur la trajectoire ultérieure du mouvement *alter* en Europe : en privilégiant, sous la contrainte, des formes d'action empruntées aux espaces intellectuels (les débats et les colloques) aux dépens de l'action de rue, en favorisant l'échange et la construction d'une alternative au détriment de la protestation et de la confrontation, les promoteurs de l'altermondialisme ont involontairement altéré le type de soutien qu'ils pouvaient mobiliser. Le portrait sociographique des participants au contre-sommet G8 met ainsi bien en lumière le profil spécifique de ces soutiens disparus de l'altermondialisme européen : les plus jeunes, les moins encartés, les plus tournés vers l'international et les plus disposés à endosser une identité radicale et à revendiquer des causes globales ; bref tous ceux qui incarnaient une sorte d'idéal type de la jeunesse révoltée censée animer cette nouvelle internationale, et qui semblent aujourd'hui avoir fait défection, laissant la place à un public plus diplômé, davantage issu des fractions intellectuelles des classes supérieures, plus discipliné et plus disposé à privilégier le débat à l'action directe, les enjeux nationaux aux enjeux globaux.

Cette évolution sociologique n'est sans doute pas sans rapport avec l'inflexion qu'a connue la trajectoire de la mobilisation contre la mondialisation depuis quelques années. Le mouvement altermondialiste semble en effet être parvenu au milieu des années 2000 à un tournant de sa courte histoire et, plus précisément, à une crise de croissance : affaiblissement de son écho militant et de ses capacités mobilisatrices, que mesurent notamment la baisse d'affluence aux rencontres

44. En 2004 le G8 s'est tenu sur une île isolée du sud de la Géorgie (Sea Island), en 2005 à Auchterarder, au nord de l'Écosse, en 2006 à Saint-Petersbourg. La tactique n'est pas nouvelle, puisqu'en 2002 le G8 s'était réuni dans une zone de forêts et de montagnes de l'Alberta au Canada (à Kananaskis) et que le sommet de l'OMC de 2001 s'était tenu à Doha au Qatar. La localisation d'Évian, dans une zone peu accessible, bordée par une chaîne de montagnes et le lac Léman, relevait aussi de la même stratégie, cependant contournée par les organisateurs qui situèrent les manifestants dans des cadres plus urbains (Annemasse côté français, Genève côté suisse).

alters et l'espace de celles-ci (les forums sociaux européens n'ont désormais lieu qu'une fois tous les deux ans) ; critiques croissantes de l'utilité et des débouchés politiques de telles rencontres ; processus de réinvestissement dans les luttes politiques nationales d'organisations qui jouaient un rôle moteur (comme pour ATTAC dans le cas de la France). Cette phase de relative démobilitation n'est d'ailleurs pas vraiment une surprise. Elle manifeste ce que nombre de travaux avaient déjà montré : les conditions politiques et sociales censées favoriser l'émergence d'une protestation transnationale étaient loin d'être toutes réunies en Europe⁴⁵. Elle fait ressortir aussi que la mobilisation de militants jeunes, actifs hors des organisations classiques et attirés par le label global, dépend fortement de l'offre d'engagement susceptible de les intéresser. En abandonnant, sous la contrainte, la forme « contre-sommet », les *alters* ont donc perdu, pour un temps au moins, la capacité à mobiliser une nouvelle génération militante.

Au terme de cette réflexion, on comprend que l'émergence et le développement d'un mouvement transnational comme l'altermondialisme ne puisse se résumer au simple reflet d'un processus structurel d'internationalisation des sociétés contemporaines. Si l'émergence d'opportunités internationales et la croissance de la socialisation des individus aux enjeux globaux constituent indéniablement une condition nécessaire au développement de tels mouvements sociaux, ces mécanismes restent à eux seuls insuffisants. D'abord, parce que nous avons vu qu'ils étaient encore en large partie en devenir et que les cosmopolites enracinés qui en constituent les entrepreneurs restent plus enracinés que cosmopolites. C'est même paradoxalement de leur insertion forte dans les espaces étatiques qu'ils tirent leur compétence à agir au loin. Ensuite, parce que cette internationalisation structurelle du monde ne constitue qu'une condition très indirecte de l'émergence de protestations altermondialistes. D'une part, ces processus d'internationalisation ne constituent que des chemins structurels qui doivent être empruntés par des protestataires dont il faut comprendre les caractéristiques, les motifs et les stratégies, ce que nous avons essayé de faire ici. D'autre part, si les « opportunités politiques », mais il vaudrait mieux parler de « configurations d'interactions » avec les pouvoirs publics, doivent entrer dans l'analyse, ce ne peut être qu'en observant empiriquement les contextes fluides et changeants dans lesquels baignent les mouvements sociaux et certainement pas en considérant que ces opportunités constituent une structure stable et déterminante en dernière instance qu'on

45. Voir entre autres les textes rassemblés par Balme *et al.*, *L'action collective en Europe*, *op. cit.*, en particulier celui de Doug Imig et Sidney Tarrow : « La contestation politique dans l'Europe en formation », p. 195-223.

pourrait décrire en toute généralité. En ce sens notre analyse se distingue des travaux qui tentent de discerner la logique des cycles de protestations et qui font des processus d'affrontement entre protestataires et autorités des invariants pesant structurellement sur la destinée des mobilisations⁴⁶. Comme le suggèrent Jeff Goodwin et James M. Jasper, l'effet des contextes politiques n'est jamais « invariant, mais historiquement et situationnellement contingent⁴⁷ ». C'est alors, on le comprend, à un large champ d'exploration empirique et de renouvellement théorique que nous invite l'étude des mouvements transnationaux.

46. Sur ce point voir, notamment: Sidney Tarrow, 1989, *Democracy and Disorder: Protest and Politics in Italy 1965-1975*, Oxford, Clarendon Press; et Ruud Koopmans, 1993, «The Dynamics of Protest Waves; West Germany, 1965 to 1989», *American Sociological Review*, vol. 58, n° 5, p. 637-658.

47. Goodwin et Jasper, «Caught in a Winding, Snarling Wine», p. 13.